COMMISSION PERMANENTE

séance du 29 août 2005

CP 05/08-30

TRANSPORTS SCOLAIRES

Rapport de M. le Président :

J'ai l'honneur de proposer à votre approbation quelques ajustements du Plan Départemental des Transports relatifs à l'acheminement des effectifs dont l'inscription est sollicitée au titre de l'année scolaire 2005/2006 sur le Réseau Départemental de Transport ainsi qu'à la remise en concurrence de certains services. Ces dossiers ont été soumis, pour avis, à la Commission des Transports des 22 juillet et 8 août 2005.

I – APPELS D'OFFRES

1 - Remise en concurrence de 26 services à titre principal scolaire et de 2 services réguliers ordinaires

Rappel de la procédure

Je vous rappelle les principales étapes de la procédure d'appel d'offres 2005 lancée pour le renouvellement de 26 services à titre principal scolaire et de 2 services réguliers ordinaires dont le déroulement a été approuvé par la Commission Permanente en date du 11 avril 2005.

Conformément aux dispositions combinées des articles 25, 82-5 et 84 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2005 portant réforme du code des marchés publics, une procédure de marché négocié avec publicité préalable et mise en concurrence a été lancée sur délibération de l'Assemblée Départementale du 10 février 2005 lors du vote du Budget Primitif.

L'avis de pré-information a été adressé le 17 février 2005 au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE), publié le 9 mars 2005.

Un avis d'appel public à concurrence a été adressé au JOUE le 21 mars 2005 puis au Bulletin Officiel d'Annonces des Marchés Publics (BOAMP), à la Dépêche du Midi et à la revue Bus et Cars le 22 mars 2005. Il a également fait l'objet d'une publication sur le site Internet du Conseil Général à compter du 22 mars 2005.

La date limite de dépôt des candidatures était prévue au 29 avril 2005 à 17h00 ; or les services du BOAMP ont adressé un fax au Service des Transports le 18 avril 2005 l'informant de leur refus de publier l'avis d'appel public à concurrence en raison de son envoi par courrier et non par voie électronique et ce, malgré la tolérance qui courait jusqu'au 1^{er} avril 2005. Un avis d'appel public à concurrence a donc dû être à nouveau adressé au BOAMP et ce par voie électronique, ainsi qu'un rectificatif au JOUE le 28 avril 2005, à la Dépêche du Midi, à Bus et Cars et sur le site Internet du Conseil Général le 29 avril 2005.

La nouvelle date de remise des candidatures était fixée au 6 juin 2005 à 17h00. L'ouverture des plis, effectuée le 7 juin au Service Départemental des Transports, a permis de retenir 20 candidatures.

Chaque entreprise devait fournir à l'appui de sa candidature les documents suivants :

- une copie certifiée conforme de la licence communautaire de transport, le cas échéant, de la licence de transport intérieure ;
- une copie du jugement de liquidation judiciaire ou de redressement judiciaire si nécessaire ;
- une déclaration sur l'honneur indiquant que le candidat n'a fait l'objet d'aucune condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire au cours des 5 dernières années, ni d'aucune interdiction de concourir ;
- une déclaration sur l'honneur qu'il a satisfait à ses obligations sociales et fiscales au 31 décembre 2004 ;
- un dossier de références

A compter du 9 juin 2005, les dossiers de consultation des entreprises (DCE) ont été adressés aux 20 entreprises en recommandé avec accusé de réception.

La date limite de dépôt des offres a été fixée au 4 juillet à 17h00. 13 entreprises ont déposé une offre (7 n'ont pas donné suite).

Conformément aux dispositions de l'article 58 du code des marchés publics, la Personne Responsable des Marchés (PRM), a procédé à l'ouverture puis à l'analyse des offres.

Dès le 8 juillet 2005, les négociations ont été menées avec chacune des entreprises soumissionnaires.

Au terme de ces négociations, il a été établi un classement des offres en fonction des critères de sélection énumérés et hiérarchisés par le Règlement de la consultation porté à la connaissance de chaque candidat, à savoir :

- 1- le coût de la prestation
- 2- la qualité de la prestation
- 3- les mesures de sécurité mises en œuvre
- 4- les capacités d'intervention rapide
- 5- la disponibilité en moyen supplémentaire

Je vous demande de bien vouloir prendre connaissance de l'ensemble de ce dossier (dont toutes les étapes sont récapitulées en annexe I) étant précisé que la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 18 juillet 2005, a procédé à l'attribution de 25 services à titre principal scolaire et 2 services réguliers ordinaires.

Elle a en revanche déclaré infructueuse l'offre relative au service n° 02-05 « Castéra Bouzet-St Arroumex » celle-ci ayant paru prohibitive (augmentation de 111 % à l'ouverture des plis et encore de 68 % après négociations).

Conformément à la réglementation appliquée en l'espèce, tous les candidats ayant initialement déposé une offre ont été invités à faire une proposition. Celle-ci était à envoyer ou à remettre pour le vendredi 22 Juillet 2005 à 17 H 00, délai de rigueur.

Trois entreprises se sont manifestées dans les délais :

- 1 - l'entreprise Tourné Tourisme a présenté une offre à 104 €TTC
- 2 - l'entreprise Translomagne a présenté une offre à 100 €TTC
- 3 - l'entreprise Soubie a présenté une offre à 105,50 €TTC

Des négociations ont été menées avec ces trois sociétés le 26 juillet 2005. A l'issue, les offres définitives sont les suivantes :

- 1 - entreprise Tourné Tourisme : 99 €TTC
- 2 - entreprise Translomagne : 100 €TTC
- 3 - entreprise Soubie : 98 €TTC (l'entreprise ayant renoncé à faire l'acquisition d'un nouveau véhicule, opération prévue préalablement).

La Commission d'Appel d'Offres, réunie le 8 août 2005 à 9 H 00, a ainsi classé ces propositions :

- 1 - entreprise Soubie
- 2 - entreprise Tourné Tourisme
- 3 - entreprise Translomagne

et attribué le service 02-05 « Castera Bouzet-St Arroumex » à l'entreprise Soubie (annexe II).

A noter qu'il ressort de cet appel d'offres global une moins value de 3,20 % par rapport à l'économie actuelle de ces services.

En conclusion de l'ensemble de cet appel d'offres concernant les 26 services à titre principal scolaire et les 2 services réguliers ordinaires dont la Commission des Transports des 22 juillet et 8 août 2005 a pris connaissance, je vous demande de bien vouloir délibérer et m'autoriser à signer, au nom et pour le compte du Département, les marchés correspondants aux attributions de services des 18 juillet et 8 août 2005.

2 – Mise en concurrence pour la création d'un nouveau service à titre principal scolaire n° 08-15 « Ginals-Varen »

Afin d'accroître l'aspect qualitatif du Plan Départemental des Transports à destination des écoles de Varen, la Commission Permanente du 8 juillet dernier a approuvé la création d'un nouveau service à destination de cette commune. L'économie du marché ayant été estimée en dessous du seuil de 230 000 €TTC, un appel d'offres a donc été lancé sur la base des principes de l'article 28 du nouveau Code des Marché Publics, à savoir procédure adaptée sans formalité préalable.

Un avis d'appel public à concurrence a été adressé à la Dépêche du Midi le 15 juin 2005. Cet avis a également été mis en ligne sur le site Internet du Conseil Général le 15 juin 2005. Par ailleurs toutes les entreprises de transports scolaires conventionnées avec le Conseil Général de Tarn-et-Garonne ont été informées par fax.

Un Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) a été adressé aux entreprises candidates en recommandé avec accusé de réception. Celui-ci comprenait :

- le règlement de la consultation
- l'acte d'engagement
- le cahier des clauses administratives particulières
- le cahier des clauses techniques particulières

Deux candidatures sont parvenues au Service Départemental des Transports. La date limite de remise des offres était fixée au 4 juillet à 17h00. Les deux entreprises candidates ont fait une offre. L'ouverture des enveloppes a été effectuée par la Personne Responsable du Marché dans les locaux du Service Départemental des transports le 5 juillet 2005. Des négociations avec les entreprises concernées ont été engagées dès le 6 juillet 2005.

Un classement des offres a été établi en fonction des critères de sélection énumérés et hiérarchisés par le règlement de la consultation porté à la connaissance de chaque candidat, à savoir :

- 1- le coût de la prestation
- 2- la qualité de la prestation
- 3- les mesures de sécurité mises en œuvre
- 4- les capacités d'intervention rapide

Le résultat de la consultation pour l'attribution du service était le suivant :

Classement	Entreprises	Montant de l'offre TTC	Montant de l'offre HT
1.	Blatger	98	92,89
2.	Gauchy	100	94,79

Je vous demande de bien vouloir :

1) prendre connaissance de l'ensemble de ce dossier (dont toutes les étapes sont récapitulées en annexe III) étant précisé que la Commission d'Appel d'Offres, réunie à titre consultatif le 18 juillet 2005 a émis un avis favorable à l'attribution de ce service à l'entreprise Blatger, avis entériné par la Commission des Transports du 22 juillet 2005 ;

2) attribuer le service n° 08-15 « Ginals-Varen » à l'entreprise Blatger et m'autoriser à signer, au nom et pour le compte du Département, le marché correspondant.

3. Appel d'offres relatif à la mise en concurrence de 5 services à destination de l'école de Parisot

Suite à la fermeture des établissements privés de Parisot, des restructurations au réseau de transport scolaire se sont avérées nécessaires. Conformément à la délibération de la Commission Permanente en date du 11 avril 2005, six services ont été dénoncés auprès des entreprises exploitantes (cinq étaient exploités par l'entreprise Gauchy et une par l'entreprise Blatger). Après concertation avec Monsieur le Maire de Parisot, cinq nouveaux services à titre principal scolaire ont été créés et avalisés par la Commission Permanente en date du 8 juillet 2005.

Conformément aux dispositions combinées des articles 25, 82-5 et 84 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2005 portant réforme du code des marchés publics, une procédure de marché négocié avec publicité préalable et mise en concurrence a été lancée sur délibération de l'Assemblée Départementale du 10 février 2005 lors du vote du budget primitif.

Un avis d'appel public à concurrence a été adressé au JOUE le 13 juin 2005 puis au Bulletin Officiel d'Annonces des Marchés Publics (BOAMP), à la Dépêche du Midi et à la revue Bus et Cars le 14 juin 2005. Il a également fait l'objet d'une publication sur le site Internet du Conseil Général à compter du 14 juin 2005.

La date limite de remise des candidatures était fixée au 20 juillet 2005 à 17h00.

L'ouverture des plis effectuée le 21 juillet au service départemental des transports a permis de retenir 2 candidatures, celles des entreprises Blatger et Gauchy.

Chaque entreprise devait fournir à l'appui de sa candidature les documents suivants :

- une copie certifiée conforme de la licence communautaire de transport, le cas échéant, de la licence de transport intérieure ;
- une copie du jugement de liquidation judiciaire ou de redressement judiciaire si nécessaire ;
- une déclaration sur l'honneur indiquant que le candidat n'a fait l'objet d'aucune condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire au cours des 5 dernières années, ni d'aucune interdiction de concourir ;
- une déclaration sur l'honneur qu'il a satisfait à ses obligations sociales et fiscales au 31 décembre 2004 ;
- un dossier de références

A compter du 21 juillet 2005, les dossiers de consultation des entreprises (DCE) ont été adressés aux 2 entreprises susvisées en recommandé avec accusé de réception.

La date limite de dépôt des offres a été fixée au 4 août à 12h00. 2 entreprises ont déposé une offre.

Conformément aux dispositions de l'article 58 du code des marchés publics, la Personne Responsable des Marchés (PRM), a procédé à l'ouverture puis à l'analyse des offres.

Dès le 5 août 2005, les négociations ont été menées avec chacune des entreprises soumissionnaires.

Au terme de ces négociations, il a été établi un classement des offres en fonction des critères de sélection énumérés et hiérarchisés par le Règlement de la consultation porté à la connaissance de chaque candidat, à savoir :

- 1- le coût de la prestation
- 2- la qualité de la prestation
- 3- les mesures de sécurité mises en œuvre
- 4- les capacités d'intervention rapide
- 5- la disponibilité en moyen supplémentaire

Je vous demande de bien vouloir :

- 1) prendre connaissance de l'ensemble de ce dossier (dont toutes les étapes sont récapitulées en annexe IV) étant précisé que la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 8 août 2005 à 9 H 00, a procédé à l'attribution de ces services, décision dont la Commission des Transports a pris connaissance le même jour à 14 H 00,
- 2) et m'autoriser à signer, au nom et pour le compte du Département, les marchés correspondants.

II - CREATIONS, SUPPRESSIONS, MODIFICATIONS OU RESTRUCTURATIONS DE SERVICES DE TRANSPORTS SCOLAIRES

1. Modification du service à titre principal scolaire n° 01.09 « Faudoas-Le Cause » exploité par l'entreprise Baqué

Nous sommes saisis par le Président du Regroupement Pédagogique Intercommunal (RPI) Sud-Lomagne regroupant les écoles de Faudoas et de Le Cause, d'une demande de modification du service susvisé afin de prendre en charge sur le réseau de transport scolaire, au plus près de leur domicile, les élèves inscrits dans ces établissements scolaires à compter de la prochaine rentrée.

Distance actuelle du service par rotation au Plan des Transports..... 33 km
Durée actuelle du service par rotation au Plan des Transports..... 50 mn

Distance prévisionnelle du service par rotation 33 km
Durée prévisionnelle du service par rotation..... 50 mn

Il peut être donné satisfaction à cette demande, qui n'entraînerait aucun surcoût, en modifiant le point de départ du service qui démarrerait à Gimat. La nouvelle définition de ce circuit serait donc « Gimat-Le Cause ». Les communes desservies seraient les suivantes : Faudoas – Marignac – Goas – Maubec – Ecole de Faudoas.

La Commission Transports du 22 juillet 2005 a émis un avis favorable sur l'ensemble de ce dossier.

Je vous demande, après en avoir délibéré, d'approuver la modification du service de transport n° 01.09 et de m'autoriser à signer l'avenant au marché à intervenir en l'espèce.

2. Demande de modification du service n° 05.19 « Tréjouis-Sauveterre » exploité par l'entreprise Translomagne

Nous sommes saisis par Monsieur le Maire de Tréjouis d'une demande de modification du service susvisé afin de pouvoir prendre en charge et déposer, au plus près de leur domicile, à l'échéance de la prochaine rentrée scolaire, les nouveaux élèves inscrits sur les écoles du Regroupement Pédagogique Intercommunal de Tréjouis-Sauveterre.

Distance actuelle du service par rotation au Plan des Transports..... 17 km
Durée actuelle du service par rotation au Plan des Transports..... 35 mn

Distance prévisionnelle du service par rotation 21 km
Durée prévisionnelle du service par rotation.....45 mn

Cette modification concernerait 2 familles et pourrait être réalisée en faisant une boucle sans difficulté technique particulière si ce n'est l'étroitesse des routes empruntées comme souvent dans ce secteur.

Le service aurait la même définition.

Cette opération engendrerait en revanche un surcoût évalué à 4 € par jour de fonctionnement (162). Le coût forfaitaire de ce service passerait donc de 102,79 € TTC à 106,79 € TTC journalier, ce qui engendrerait une augmentation de 648 € TTC par an et de 1944 € sur la durée restante (3 ans) du marché n° 2004.1 d'une durée initiale de 4 ans.

La Commission Transports en date du 22 juillet 2005 a émis un avis favorable sur l'ensemble de ce dossier.

Je vous demande, après en avoir délibéré, d'approuver la modification du service de transport n° 05.19 et de m'autoriser à signer l'avenant au marché n° 2004.1 à intervenir en l'espèce.

3. Restructuration du service à titre principal scolaire n° 06.01 A « Lafrançaise-Ecole de Lafrançaise » exploité par la société Tissendé

Nous sommes saisis par une famille demeurant , sur la commune de Lafrançaise, d'une demande de modification du service susvisé afin que leur fille, scolarisée au collège Antonin Perbosc de Lafrançaise, puisse être prise en charge et déposée au plus près de son domicile.

Distance du domicile au point de montée le plus proche.....	3,5 km
Distance actuelle du service par rotation au Plan des Transports.....	24 km
Durée actuelle du service par rotation au Plan des Transports.....	35 mn
Distance prévisionnelle du service par rotation.....	29 km
Durée prévisionnelle du service par rotation.....	45 mn

En l'état actuel des effectifs inscrits sur ce service, il peut être donné satisfaction à cette famille en effectuant une antenne avec demi-tour jusqu'au lieu de domicile. Cette modification et la suppression d'un tronçon de trajet devenu inutile allongeraient le service de 5 km par rotation.

Cette opération entraînerait en revanche un surcoût estimé à 5 €par jour de fonctionnement (174). Le coût forfaitaire de ce service passerait donc de 127,46 à 132,46 €TTC journalier, ce qui engendrerait une augmentation de 870 €par an et de 2 610 €sur la durée restante (3 ans) du marché n° 2004-9 d'une durée initiale de 4 ans.

La Commission Transports en date du 8 août 2005 a émis un avis favorable sur ce dossier.

Je vous demande, après en avoir délibéré, d'approuver la restructuration du service n° 06-01 A et de m'autoriser à signer l'avenant au marché n° 2004-9 à intervenir en l'espèce.

4. Modification du service à titre principal scolaire n° 06.04 « Moissac-Moissac (Ecole de La Mégère) » exploité par l'entreprise Transports du Midi

Nous sommes saisis par une famille, demeurant sur la commune de Moissac, d'une demande de modification du service susvisé afin que leur fils élève à l'école primaire de La Mégère, puisse être pris en charge et déposé au droit de son domicile.

Il est précisé que ce service est effectué avec un véhicule de 7 places usagers et donc en deux boucles, compte tenu de l'effectif. En conséquence, aucun enfant ne subit la totalité du trajet.

Distance du domicile au point de montée le plus proche.....	3 km
Distance actuelle du service par rotation au Plan des Transports...	20 km
Durée actuelle du service par rotation au Plan des Transports.....	45 mn
Distance prévisionnelle du service par rotation.....	26 km
Durée prévisionnelle du service par rotation.....	55 mn

Il serait possible de donner satisfaction à cette famille en restructurant quelque peu le service en fonction des effectifs inscrits au réseau de transport.

Sa définition serait inchangée. En revanche cette opération entraînerait un surcoût estimé à 3 € par jour de fonctionnement (163). Le coût forfaitaire de ce service passerait donc de 100,73 à 103,73 € TTC journalier, ce qui engendrerait une augmentation de 489 € par an et de 2 934 € sur la durée restante (6 ans) du marché n° 2004-27 d'une durée initiale de 7 ans.

La Commission Transports en date du 8 août 2005 a émis un avis favorable sur ce dossier.

Je vous demande, après en avoir délibéré, d'approuver la modification du service n° 06-04 et de m'autoriser à signer l'avenant au marché n° 2004-27 à intervenir en l'espèce.

5. Demande de modification du service à titre principal scolaire n° 06-20B « Montesquieu-Ecole de Montesquieu » exploité par l'entreprise Gerla

Nous sommes saisis par une famille qui va prochainement emménager sur la commune de Montesquieu, d'une demande de modification du service susvisé afin que leur fille, scolarisée à l'école primaire de Montesquieu-Ste-Thècle, puisse être prise en charge et déposée au droit de leur domicile.

- Distance du domicile au point de montée le plus proche..... 800 m
- Distance actuelle du service par rotation au Plan des Transports.... 15 km
- Durée actuelle du service par rotation au Plan des Transports 25 mn

- Distance prévisionnelle du service par rotation 16,6 km
- Durée prévisionnelle du service par rotation..... 30 mn

Cette modification nécessiterait une antenne aller-retour par trajet (+ 1,6 km) et un demi-tour au domicile de la famille, manœuvre qui paraît techniquement réalisable.

La définition du circuit resterait inchangée.

Elle engendrerait en revanche un surcoût évalué à 3 € par jour de fonctionnement (163). Le coût forfaitaire de ce service, qui englobe les trois boucles du service 06.20 (ABC), passerait donc de 159,32 € à 162,32 € journalier, ce qui engendrerait une augmentation de 489 € par an et de 2 934 € sur la durée restante (6 ans) du marché n° 2001.6 d'une durée initiale de 10 ans.

La Commission Transports en date du 22 juillet 2005 a émis un avis favorable sur l'ensemble de ce dossier.

Je vous demande, après en avoir délibéré, d'approuver la modification du service de transport n° 06.20 B et de m'autoriser à signer l'avenant au marché n° 2001-6 à intervenir en l'espèce.

6. Modification du service à titre principal scolaire n° 06.20 C « Montesquieu-Ecole de Montesquieu » exploité par l'entreprise Gerla

Nous sommes saisis par une personne demeurant sur la commune de Montesquieu, d'une demande de modification du service susvisé afin que son fils, inscrit pour la prochaine année scolaire à l'école maternelle d'Esmes (RPI Esmes Montesquieu), puisse être pris en charge et déposé au droit de son domicile.

Distance du domicile au point de montée le plus proche.....	2,5 km
Distance actuelle du service par rotation au Plan des Transports...	9 km
Durée actuelle du service par rotation au Plan des Transports.....	20 mn
Distance prévisionnelle du service par rotation.....	13,3 km
Durée prévisionnelle du service par rotation.....	30 mn

Il serait possible de donner satisfaction à cette personne en faisant démarrer le service à son domicile. Sa distance serait ainsi augmentée de 4,3 kilomètres, sa définition serait inchangée ainsi que les communes desservies.

Cette opération entraînerait en revanche un surcoût estimé à 4 € par jour de fonctionnement (163). Le coût forfaitaire de ce service passerait donc de 159,32 à 163,32 € TTC journalier, ce qui engendrerait une augmentation de 652 € par an et de 3 912 € sur la durée restante (6 ans) du marché n° 2001-6 d'une durée initiale de 10 ans.

La Commission Transports en date du 8 août 2005 a émis un avis favorable sur ce dossier.

Je vous demande, après en avoir délibéré, d'approuver la restructuration du service n° 06-20 C et de m'autoriser à signer l'avenant au marché n° 2001-6 à intervenir en l'espèce.

7. Demande de modification du service à titre principal scolaire n°06.20 F « Montesquieu-Montesquieu rabattement pour Moissac » exploité par l'entreprise Gerla

Nous sommes saisis par une famille, qui va prochainement emménager sur la commune de Montesquieu, d'une demande de modification du service susvisé afin que leur fille, scolarisée en classe de 5^{ème} au collège de la Cité Scolaire François Mitterrand de Moissac, puisse être prise en charge et déposée au droit de leur domicile.

- Distance du domicile au point de montée le plus proche..... 600 m
- Distance actuelle du service par rotation au Plan des Transports.... 11 km
- Durée actuelle du service par rotation au Plan des Transports 20 mn
- Distance prévisionnelle du service par rotation 12,2 km
- Durée prévisionnelle du service par rotation..... 20 mn

Cette modification nécessiterait une antenne aller-retour par trajet (+ 1,2 km) et un demi-tour au domicile de la famille, manœuvre qui paraît techniquement réalisable.

La définition du circuit resterait inchangée.

Elle engendrerait néanmoins un surcoût évalué à 1 € par jour de fonctionnement (174). Le coût forfaitaire de ce service, qui englobe les trois boucles du service 06.20 (DEF), passerait donc de 137,74 € à 138,74 € journalier, ce qui engendrerait une augmentation de 174 € par an et de 1044 € sur la durée restante (6 ans) du marché n° 2001.6 d'une durée initiale de 10 ans.

La Commission Transports en date du 22 juillet 2005 a émis un avis favorable sur l'ensemble de ce dossier.

Je vous demande, après en avoir délibéré, d'approuver la modification du service de transport n° 06.20 F et de m'autoriser à signer l'avenant au marché n° 2001.6 à intervenir en l'espèce.

8. Demande de modification du service n° 08.04 « Caylus-Ecole de Caylus » exploité par l'entreprise Blatger

Nous sommes saisis par des familles demeurant commune d'Espinas, d'une demande de modification du service susvisé afin que leurs enfants, au nombre de 5 au total, scolarisés à Caylus en maternelle et primaire, puissent bénéficier d'un transport public à partir du hameau d'Espinas, non desservi jusqu'à présent.

- Distance des domiciles au point de montée le plus proche..... 3 km
- Distance actuelle du service par rotation au Plan des Transports..... 17 km
- Durée actuelle du service par rotation au Plan des Transports 25 mn
- Distance prévisionnelle du service par rotation 19 km
- Durée prévisionnelle du service par rotation..... 35 mn

La demande de modification pourrait être réalisée en faisant une boucle sans difficulté technique qui desservirait un seul point de prise en charge au hameau de St-Amans où devraient être acheminés tous les enfants.

Le service aurait la même définition « Caylus-Ecole de Caylus » mais l'itinéraire desservirait en plus la commune d'Espinas.

Cette opération entraînerait en revanche un surcoût évalué à 1 € par jour de fonctionnement (152). Le coût forfaitaire de ce service passerait donc de 114,30 € à 115,30 € journalier, ce qui engendrerait une augmentation de 152 € par an et de 608 € sur la durée restante (4 ans) du marché n° 2002.4 d'une durée initiale de 7 ans.

La Commission Transports en date du 22 juillet 2005 a émis un avis favorable sur l'ensemble de ce dossier.

Je vous demande, après en avoir délibéré, d'approuver la modification du service de transport n° 08.04 et de m'autoriser à signer l'avenant au marché n° 2002.4 à intervenir en l'espèce.

9. Restructuration du service à titre principal scolaire n° 09.01 « Gramont-Marsac » exploité par la régie de Marsac

Madame la Directrice de la régie communale de Marsac nous saisit d'une demande de restructuration du service susvisé afin de tenir compte des nouvelles inscriptions à l'école de Marsac et de la localisation des élèves qui sollicitent une prise en charge sur le Réseau Départemental de Transport Scolaire. A noter que ce service est pour l'instant réalisé en une boucle et que la restructuration souhaitée en prévoit trois.

Distance actuelle du service par rotation au Plan des Transports.....	32,6 km
Durée actuelle du service par rotation au Plan des Transports.....	45 mn
(pour 1 boucle)	

Distance prévisionnelle du service par rotation.....	38,4 km
Durée prévisionnelle du service par rotation.....	50 mn
(pour 3 boucles).	

Cette restructuration ne pose aucun problème au plan technique. Par ailleurs, la définition du service resterait identique ainsi que l'itinéraire au plan des communes desservies.

En revanche, elle entraînerait un surcoût estimé à 5,8 € par jour de fonctionnement (152). Le coût forfaitaire de ce service passerait donc de 125,90 € à 131,70 € TTC journalier, ce qui engendrerait une augmentation de 881,60 € par an et de 5 289,60 € sur la durée restante (6 ans) du marché n° 2001.15 d'une durée initiale de 10 ans.

La Commission Transports en date du 8 août 2005 a émis un avis favorable sur ce dossier.

Je vous demande, après en avoir délibéré, d'approuver la restructuration du service n° 09-01 et de m'autoriser à signer l'avenant au marché n° 2001-15 à intervenir en l'espèce.

10. Demande de modification du service à titre principal scolaire n° 09.25 « Saint-Clair-Valence-d’Agen » exploité par l’entreprise Translomagne

Nous sommes saisis par des familles d’une demande de modification du service susvisé afin que leurs enfants, au nombre de quatre au total, scolarisés au collège Jean Rostand de Valence-d’Agen, puissent être pris en charge et déposés au droit de leur domicile situé, commune de Saint-Clair.

- Distance du domicile au point de montée le plus proche..... 1,5 km
- Distance actuelle du service par rotation au Plan des Transports.... 20,7 km
- Durée actuelle du service par rotation au Plan des Transports 40 mn

- Distance prévisionnelle du service par rotation 23,7 km
- Durée prévisionnelle du service par rotation..... 45 mn

La demande de modification pourrait être réalisée en faisant une boucle sans difficulté technique qui desservirait un seul point de prise en charge au lieu-dit « Peyregorp » où devraient se rendre tous les enfants.

La définition de ce circuit ainsi que la liste des communes desservies resteraient inchangées.

Cette opération engendrerait en revanche un surcoût évalué à 3 € par jour de fonctionnement (174). Le coût forfaitaire de ce service passerait donc de 83 € à 86 € journalier, ce qui engendrerait une augmentation de 522 € par an et de 5.220 € sur la durée restante (10 ans) du marché nouvellement attribué d’une durée initiale de 10 ans.

La Commission Transports en date du 22 juillet 2005 a émis un avis favorable sur l’ensemble de ce dossier.

Je vous demande, après en avoir délibéré, d’approuver la modification du service de transport n° 09-25 et de m’autoriser à signer l’avenant au marché à intervenir en l’espèce.

11. Transformation du service régulier ordinaire n° 110.04 « Varennes-Labastide-St-Pierre » en service à titre principal scolaire n° 10.14 « Varennes-Labastide-St-Pierre » et restructuration du service n° 10.12 « Corbarieu-Labastide-St-Pierre »

L'actuelle ligne régulière 110.04 est en fait devenue un service à titre exclusivement scolaire dans la mesure où sa seule destination concerne le collège Jean-Jacques Rousseau. Elle n'a d'ailleurs plus de fréquence commerciale.

De plus, ce service est amené à emprunter un itinéraire très rural et à effectuer des arrêts très fréquents ce qui ne s'apparente plus au fonctionnement d'une ligne régulière.

C'est pourquoi je vous propose de régulariser sa définition au Plan Départemental des Transports en la transformant en service à titre principal scolaire n° 10.14.

Cette opération nous permettrait de surcroît, en desservant le village de Reyniès avec les deux services 10.12 et 10.14, d'équilibrer les effectifs à prendre en charge dans cette commune et d'améliorer ainsi la qualité de notre prestation.

Vous voudrez bien trouver ci-dessous les situations technique et financière actuelles et prévisionnelles de ces deux services :

Ligne 110.04 :

1°) situation actuelle :

Statut : Service Régulier Ordinaire

Définition : Varennes-Labastide-St-Pierre

Communes desservies : Villebrumier, Reyniès (sauf village)

Distance : 22 km par trajet

Tarif : converti à 215,86 € TTC par jour de fonctionnement avec 2 véhicules

2°) situation prévisionnelle :

Statut : service à titre principal scolaire

Définition : inchangée

Communes desservies : Villebrumier et Reyniès village

Distance : 19,5 km par trajet

Tarif : 211,86 €TTC par jour de fonctionnement négocié avec l'entreprise exploitante Jardel pour mise en service de 2 véhicules

Service à titre principal scolaire n° 10.12 :1°) situation actuelle :

Définition : Corbarieu-Labastide-St-Pierre

Communes desservies : Reyniès village

Distance : 12,3 km par trajet

Tarif : 115,12 €TTC par jour de fonctionnement

2°) situation prévisionnelle :

Définition : inchangée

Communes desservies : Reyniès (campagne : « Moulis », « Les Graves » et village)

Distance : 16,5 km par trajet

Tarif : 119,12 €TTC par jour de fonctionnement

La Commission Transports en date du 8 août 2005 a émis un avis favorable sur l'ensemble de ce dossier.

Je vous demande, après en avoir délibéré, d'approuver la transformation de la ligne 110.04 en circuit scolaire 10.14 ainsi que la restructuration du service 10.12 aux conditions techniques et financières proposées et de m'autoriser à signer les avenants aux marchés à intervenir en l'espèce.

12. Demande de modification du service à titre principal scolaire n° 12.08 « Puylaroque-Caussade » exploité par l'entreprise Voyages du Bas Quercy

Nous sommes saisis par une personne, demeurant à Mouillac, d'une demande de modification du service susvisé afin que son fils, inscrit pour la prochaine rentrée scolaire au lycée de Caussade-Monteils, puisse bénéficier d'un transport public à partir du village de Mouillac non desservi jusqu'à présent.

- Distance du domicile au point de montée le plus proche..... 8,5 km
- Distance actuelle du service par rotation au Plan des Transports..... 18 km
- Durée actuelle du service par rotation au Plan des Transports 25 mn

- Distance prévisionnelle du service par rotation 25 km
- Durée prévisionnelle du service par rotation..... 40 mn

Cette modification serait techniquement réalisable. Elle permettrait de desservir le village de Mouillac puisque le départ s'effectuerait depuis la mairie (la famille qui habite à 1,5 km de là a d'ores-et-déjà été informée qu'il n'y aurait pas de desserte au domicile).

La nouvelle définition de ce service serait « Mouillac-Caussade ». La liste des communes desservies serait la suivante : Puylaroque – St Georges – Cayriech – Lapenche.

Elle engendrerait en revanche un surcoût évalué à 7 € par jour de fonctionnement (174). Le coût forfaitaire de ce service passerait donc de 128,49 € à 135,49 € journalier, ce qui engendrerait une augmentation de 1 218 € par an et de 3 654 € sur la durée restante (3 ans) du marché n° 2004.18 d'une durée initiale de 4 ans.

La Commission Transports en date du 22 juillet 2005 a émis un avis favorable sur l'ensemble de ce dossier.

Je vous demande, après en avoir délibéré, d'approuver la modification du service de transport n° 12-08 et de m'autoriser à signer l'avenant au marché n° 2004.18 à intervenir en l'espèce.

**13. Restructuration des services à titre principal scolaire n°13.01
« Orgueil-Fronton » exploité par l'entreprise Jardel et n°13.03
« St-Rustice-Fronton » exploité par la société Barrière**

Je vous rappelle la liste des communes de Tarn-et-Garonne relevant du secteur de recrutement du lycée de Fronton :

Secteur du collège de Grisolles : Canals – Grisolles – Pompignan

Secteur du collège de Labastide-St-Pierre : Campsas – Fabas – Nohic – Orgueil.

Je vous rappelle également qu'au moment de l'organisation de la rentrée scolaire 2004, lors de l'ouverture de cet établissement, nous avons lancé une procédure d'appel à concurrence pour la dévolution de 3 services à destination du lycée de Fronton.

Compte tenu des effectifs inscrits au réseau de transport scolaire à l'échéance de la rentrée, seuls deux services sur les trois envisagés ont été attribués en raison de l'absence d'élèves à transporter originaires des communes de Canals, Campsas et Fabas.

Lors de la prochaine rentrée scolaire, le lycée de Fronton, dont l'ouverture s'étale sur trois années comme celui de Caussade-Monteils, va accueillir un niveau supplémentaire avec l'arrivée des nouveaux élèves entrant en seconde.

A ce stade de la préparation de la rentrée, plusieurs demandes d'inscription au réseau de transport nous sont déjà parvenues des communes précitées non encore desservies.

Je vous propose en conséquence de restructurer comme suit les services n° 13.01 et 13.03 :

1°) Le service n° 13.01 :

Définition actuelle : Orgueil-Fronton

Commune desservie : Nohic

Distance kilométrique : 12,5 km

Durée : 20 minutes

Coût forfaitaire journalier : 77 €TTC

Définition prévisionnelle : Fabas-Fronton

Communes prévisionnellement desservies : Campsas – Orgueil – Nohic

Distance kilométrique prévisionnelle : 25 km

Durée prévisionnelle : 35 minutes

Coût forfaitaire journalier prévisionnel : 89,50 €TTC.

2°) Le service n° 13.03 :

Définition actuelle : St-Rustice-Fronton

Commune desservie : Pompignan - Grisolles

Distance kilométrique : 16,5 km

Durée : 30 minutes

Coût forfaitaire journalier : 78 €TTC

Définition prévisionnelle : St-Rustice-Fronton

Communes prévisionnellement desservies : Pompignan – Canals - Grisolles

Distance kilométrique prévisionnelle : 23 km

Durée prévisionnelle : 40 minutes

Coût forfaitaire journalier prévisionnel : 84,50 €TTC.

Cette restructuration engendrerait respectivement sur les services 13-01 et 13-03 un surcoût de 12,50 € et de 6,50 € par jour de fonctionnement (174), soit 2 175 € et 1 131 € par an sur la durée restante (3 ans) des marchés n° 2004.6 et 2004.2 d'une durée initiale de 4 ans. Le surcoût global respectif serait donc de l'ordre de 6 525 € et 3 393 €

La Commission Transports en date du 22 juillet 2005 a émis un avis favorable sur l'ensemble de ce dossier.

Je vous demande, après en avoir délibéré, d'approuver la restructuration des services de transport n° 13-01, 13-03 et de m'autoriser à signer les avenants aux marchés n° 2004.6 et 2004.2 à intervenir en l'espèce.

III - SECURISATION DU RESEAU DEPARTEMENTAL DE TRANSPORT - ANNEE 2005 – 5^{ème} TRANCHE

1. Sécurisation de l'arrêt situé sur la commune de Montesquieu

Cet arrêt concerne le cheminement des services réguliers ordinaires n° 102.03 « Lauzerte-Castelsarrasin », n° 106.03 « Lauzerte-Moissac » et celui du service à titre principal scolaire n° 05.25 « Moissac-Lauzerte ».

Dans le sens Lauzerte-Moissac, l'arrêt se fait sur une alvéole dotée d'un abribus et d'un zébra.

Afin de parachever cette opération , il conviendrait d'y ajouter un panneau tryptique C6.

Dans l'autre sens, l'arrêt s'effectue sur un parking, ce qui ne nécessite pas d'intervention particulière.

Le coût de cette opération est estimé à 500 €TTC.

La Commission Transports en date du 22 juillet 2005 a émis un avis favorable sur l'ensemble de ce dossier.

Je vous demande, après en avoir délibéré, d'approuver l'achèvement de l'opération de sécurisation du réseau départemental des transports sur la commune de Montesquieu (village) aux conditions techniques et financières précitées.

2. Sécurisation de l'arrêt sis au lieu-dit « Les Places » sur la RD 926 sur la commune de Lavaurette

Une alvéole avait été créée à cet endroit en 2003 dans le sens « Montauban-Parisot » à destination de St-Antonin Noble Val.

Afin de finaliser cette opération et compte tenu d'une fréquentation accrue depuis l'ouverture du lycée de Caussade-Monteils, il semble opportun de doter le sens « Parisot-Montauban » d'une même alvéole.

Un décrochement naturel existe déjà. L'intervention concernera donc des travaux d'assainissement, de revêtement enrobé et de pose de bordures béton pour déterminer le pourtour de l'alvéole.

Le coût de cette opération est estimé à 7 000 €TTC.

La Commission Transports en date du 22 juillet 2005 a émis un avis favorable sur l'ensemble de ce dossier.

Je vous demande, après en avoir délibéré, d'approuver la finalisation de l'opération de sécurisation du réseau départemental des transports au lieu-dit « Les Places » commune de Lavaurette aux conditions techniques et financières précitées.

3. Sécurisation de l'arrêt situé sur la commune d'Aucamville

L'aménagement et la sécurisation de cet arrêt ont été évoqués en concertation avec Monsieur le Maire. Ce point concerne le cheminement des services réguliers ordinaires n° 107.22 « Aucamville-Montauban », 102.09 « Bouillac-Castelsarrasin » et celui du service à titre principal scolaire n° 04.03 « Verdun-sur-Garonne-Grisolles».

L'arrêt s'effectue en ligne au centre du village. Il est doté à ce jour d'un abribus en tôle.

Nous proposons les aménagements suivants :

- implantation d'une signalisation horizontale (zébra) ;
- implantation d'une signalisation verticale (panneau tryptique C6) ;
- acquisition et implantation d'un abribus urbain.

L'ensemble de l'opération est estimé à 5 800 €TTC.

La Commission Transports en date du 22 juillet 2005 a émis un avis favorable sur l'ensemble de ce dossier.

Je vous demande, après en avoir délibéré, d'approuver l'opération de sécurisation du réseau départemental des transports sur la commune d'Aucamville (village) aux conditions techniques et financières précitées.

4. Sécurisation des arrêts du village de Dunes

a) - arrêt de la Place du Foirail :

La commune a pour projet d'aménager cette place dans un futur proche. Cet arrêt pourrait être le point principal de prise en charge des élèves du village de Dunes se rendant à Castelsarrasin, Moissac et dans le Lot-et-Garonne.

Les aménagements à réaliser sur ce point seraient les suivants :

- implantation d'une signalisation horizontale (zébra) ;
- implantation d'une signalisation verticale (panneau tryptique C6) ;
- acquisition et implantation d'un abribus urbain.

L'opération de la Place du Foirail est évaluée à 5 800 €TTC.

A la demande de Monsieur le Maire, la sécurisation de trois autres arrêts a été évaluée et vous est soumise ci-après :

b) - arrêt souhaité sur la RD 30 entre Sistels et Dunes (concernant notamment le service n° 109.09 « Sistels-Valence-D'Agen)

Ce point est situé à 900 mètres de la Place du Foirail.

Dans le sens aller (Sistels-Dunes), il serait nécessaire de réaliser une alvéole avec signalisations horizontale (zébra) et verticale (panneau C6) afin que l'autocar puisse s'arrêter en dehors de la voie. Nous sommes effectivement dans une zone semi-rurale dépourvue d'éclairage et sur laquelle la vitesse est autorisée jusqu'à 90 km/h.

L'acquisition et l'implantation d'un abribus rural seraient également nécessaires.

Dans le sens retour (Dunes-Sistels), l'autocar pourrait stationner sur l'accotement suffisamment large de la voie communale n° 5 dite de Roc.

L'opération de la RD 30 est évaluée à 18 000 €TTC.

c) - arrêt souhaité sur la RD 30 dit « du Complexe Pôle Sud-Ouest » à la sortie de Dunes en direction de Donzac (concernant les services 102.01 « Dunes-Castelsarrasin ; 106.01 « Dunes-Moissac » et 109.09 « Sistels-Valence-D'Agén) »

Ce point est situé à 400 mètres de la Place du Foirail.

Monsieur le Maire souhaiterait la réalisation d'une alvéole à hauteur du « complexe » dans le sens Dunes-Donzac. Il convient de prévoir les mêmes interventions que pour le point précédent pour un montant prévisionnel similaire de 18 000 €TTC.

Dans le sens retour Donzac-Dunes, Monsieur le Maire souhaite que l'arrêt soit effectué en contrebas de la RD 30, sur la place, où les élèves peuvent être déposés en toute sécurité et où il est possible que les parents stationnent.

d) - arrêt souhaité pour le lotissement «Occitan» sur la RD 48

Monsieur le Maire souhaiterait la réalisation d'une alvéole à l'intérieur du lotissement, sur un point central de prise en charge qui concernerait également à terme le lotissement « Gascon », actuellement en cours d'aménagement.

Un décrochement naturel existe à hauteur d'un rond-point. Il suffirait donc d'équiper cet arrêt d'une signalisation horizontale (zébra), d'un panneau triptyque C6 et d'un abribus urbain récupéré sur un arrêt supprimé, c'est-à-dire dont seule l'implantation serait à réaliser.

L'opération du lotissement «Occitan» est évaluée à 2 300 €TTC.

L'ensemble de l'opération de sécurisation des arrêts sur le village de Dunes telle que sollicitée par Monsieur le Maire était estimée à un total de 44 100 €TTC

La Commission Transports en date du 22 juillet 2005 a émis un avis favorable pour la sécurisation du réseau départemental sur les deux points suivants :

- place du Foirail
- lotissement Occitan

aux conditions techniques et financières correspondantes (montant global prévisionnel : 8 100 €).

Elle a en revanche formulé un avis défavorable pour la sécurisation des deux points ci-après :

- RD 30 entre Sistels et Dunes
- RD 30 « Complexe Pôle Sud Ouest »

Je vous demande, après en avoir délibéré, de bien vouloir vous prononcer sur l'ensemble de ce dossier.

5. Sécurisation du carrefour des RD 66 et RD 91 dans le village de St-Etienne-de-Tulmont

Cet arrêt est situé à 900 mètres du centre du village où nous venons de sécuriser l'arrêt central (pose d'un panneau C6 et d'un zébra).

Il est néanmoins utilisé comme point de prise en charge et de dépose depuis plusieurs années, il est d'ailleurs doté d'un abribus en tôles posé très certainement par la mairie.

Ce carrefour va faire l'objet d'un aménagement en rond-point, c'est pourquoi les élus locaux ont souhaité que soit prévue dans ce cadre l'implantation d'aires d'arrêt pour les cars.

Trois services desservent ce point vers Montauban et Négrepelisse qui concerne environ 10 enfants.

Un devis a été réalisé par nos collègues des services techniques qui fait apparaître un coût de 27 511 €TTC pour cette opération.

La Commission Transports en date du 8 août 2005 a émis un avis défavorable sur l'ensemble de ce dossier.

Je vous demande, après en avoir délibéré, de vous prononcer sur l'opération de sécurisation du réseau départemental des transports sur la commune de St-Etienne-de-Tulmont, carrefour des RD 66 et RD 91 lieu-dit « l'Arbre Mort ».

IV - QUESTIONS DIVERSES

1. Changement de directrice à la Régie de Marsac

Par courrier reçu dans nos services le 8 juillet dernier, la commune de Marsac nous informe et nous demande de prendre acte, dans le marché qui nous lie pour l'exécution du service de transport scolaire, conformément à la délibération de son conseil municipal qui s'est tenue le 5 juillet dernier, du remplacement de Madame le Directrice de la Régie communale de transports par la personne nouvellement nommée.

La Commission Transports en date du 22 juillet 2005 a émis un avis favorable sur cette opération.

Je vous demande, après en avoir délibéré, d'approuver ce changement et de m'autoriser à signer l'avenant au marché n° 2001.15 qui lie le Département à la Régie de transports de Marsac.

2. Modification des moyens mis en œuvre pour l'exploitation des services n° 01.17 « Verdun-sur-Garonne-Beaumont-de-Lomagne » et 09.30 « Montjoi-Valence-D'Agen »

Les véhicules de l'entreprise Translomagne immatriculés 7198 HW 82 et 3126 JT 82 affectés sur les services précités seront âgés de plus de 17 ans à compter de la rentrée scolaire 2005.

Il convient donc de procéder à leur remplacement.

L'entreprise Translomagne s'exécutera dès la rentrée scolaire en affectant respectivement les véhicules suivants : 2072 KM 82 et 5285 KJ 82.

L'entreprise a fait parvenir au Service des Transports les cartes grises et violettes desdits véhicules.

La Commission Transports en date du 8 août 2005 a émis un avis favorable sur ce dossier.

Je vous demande, après en avoir délibéré, d'approuver ces modifications et de m'autoriser à signer les avenants aux marchés correspondants qui lient le Département à l'entreprise Translomagne.

3. Modification dans les moyens mis en œuvre pour l'exploitation du service n° 11-18 « Montricoux-Nègrepelisse » exploité par l'entreprise Voyages du Bas Quercy

Le véhicule de l'entreprise Voyages du Bas Quercy immatriculé 1516 JV 82 et affecté sur le circuit n° 11-18 « Montricoux-Nègrepelisse » sera âgé de plus de 17 ans à compter de la rentrée scolaire 2005. Il convient donc de procéder à son remplacement. L'entreprise Voyages du Bas Quercy s'exécutera dès la rentrée scolaire en affectant le véhicule suivant : 4026 JY 82. L'entreprise a fait parvenir au Service Départemental des Transports les cartes grise et violette dudit véhicule.

La Commission Transports en date du 22 juillet 2005 a émis un avis favorable sur cette opération.

Je vous demande, après en avoir délibéré, d'approuver cette modification et de m'autoriser à signer l'avenant au marché n° 2004-18 qui lie le Département à l'entreprise Voyages du Bas Quercy.

4. Transports d'élèves ou étudiants handicapés

a) – Dossier n° 1

Suivant courrier reçu le 16 juin 2005, une famille domiciliée à Lauzerte, sollicite le renouvellement de la prise en charge des frais d'acheminement, aller-retour, de leur fils scolarisé en qualité de demi-pensionnaire au collège de Lafrançaise.

Le jeune élève est titulaire d'une carte d'invalidité faisant ressortir un taux d'incapacité de 80 % et n'est pas en mesure d'emprunter les transports en commun.

S'agissant d'un véhicule d'une puissance de 6 CV, les frais de transport à rembourser à la famille sur la base de 174 A/R pour l'année scolaire 2005-2006 peuvent être évalués à la somme de **2 590 €** et se répartissent comme suit :

- Exercice 2005 : 997€TTC
- Exercice 2006 : 1 592€TTC

La Commission Transports en date du 22 juillet 2005 a émis un avis favorable sur ce dossier.

Je vous demande, après en avoir délibéré, d'approuver la prise en charge de cet élève et de m'autoriser à signer la convention à intervenir en l'espèce.

b) – Dossier n° 2

Par courrier reçu le 22 juillet 2005, une personne demeurant à Nègrepelisse, a sollicité la prise en charge des frais de transport quotidien de sa fille, scolarisée à l'école primaire d'Albias.

Cette enfant, âgée de 7 ans, est titulaire d'une carte d'invalidité faisant ressortir un taux d'incapacité de 80 %. En outre, elle n'est pas en mesure d'emprunter les transports en commun.

Son acheminement doit donc s'effectuer au moyen d'un taxi à compter de la date de la rentrée scolaire .

Compte tenu des devis produits à l'appui de la demande, le transport de cette élève pourrait être confié à l'entreprise Breil Ambulance Taxi SARL sise à Nègrepelisse, moyennant le prix journalier de 22,60 € TTC.

Dès lors le montant de la dépense pour l'année scolaire 2005-2006 peut être évalué à la somme de **3 436 €** (environ 152 A/R), répartie sur les exercices 2005 et 2006 comme suit :

- exercice 2005 : 1 379 €
- exercice 2006 : 2 057 €

La Commission Transports en date du 22 juillet 2005 a émis un avis favorable sur ce dossier.

Je vous demande, après en avoir délibéré, d'approuver la prise en charge de cette élève et de m'autoriser à signer la convention à intervenir en l'espèce.

c) – Dossier n° 3

Par courrier reçu le 13 juillet 2005, une famille demeurant à Montauban, a sollicité le renouvellement de la prise en charge des frais de transport quotidien de leur fils, scolarisé à l'école primaire Jean Moulin à Montauban.

Cet enfant, âgé de 7 ans, est titulaire d'une carte d'invalidité faisant ressortir un taux d'incapacité de 80 %. En outre, il n'est pas en mesure d'emprunter les transports en commun.

Son acheminement doit donc s'effectuer au moyen d'un taxi à compter de la date de la rentrée scolaire.

Compte tenu du devis produit à l'appui de la demande, le transport de cet élève pourrait être confié à l'entreprise Antonio Taxi sise à Saint Nauphary, moyennant le prix journalier de 29,90 €TTC.

Dès lors le montant de la dépense pour l'année scolaire 2005-2006 peut être évalué à la somme de **4 545 €** (environ 152 A/R), réparti sur les exercices 2005 et 2006 comme suit :

- exercice 2005 : 1 824 €
- exercice 2006 : 2 721 €

La Commission Transports en date du 22 juillet 2005 a émis un avis favorable sur ce dossier.

Je vous demande, après en avoir délibéré, d'approuver la prise en charge de cet élève et de m'autoriser à signer la convention à intervenir en l'espèce.

d) – Dossier n° 4

Par courrier reçu le 18 juillet 2005, une famille demeurant à Montauban, a sollicité le renouvellement de la prise en charge des frais de transport quotidien de leur fils, scolarisé au collège Ingres à Montauban.

Cet enfant, âgé de 14 ans, est titulaire d'une carte d'invalidité faisant ressortir un taux d'incapacité de 80 %. En outre, il n'est pas en mesure d'emprunter les transports en commun.

Son acheminement doit donc s'effectuer au moyen d'un taxi à compter de la date de la rentrée scolaire.

Compte tenu du devis produit à l'appui de la demande, le transport de cet élève pourrait être confié à l'entreprise Allo Taxi sise à Labastide St Pierre, moyennant le prix journalier de 51,60 €TTC.

Dès lors le montant de la dépense pour l'année scolaire 2005-2006 peut être évalué à la somme de **8 980 €** (environ 152 A/R), réparti sur les exercices 2005 et 2006 comme suit :

- exercice 2005 : 3 458 €
- exercice 2006 : 5 522 €

La Commission Transports en date du 22 juillet 2005 a émis un avis favorable sur ce dossier.

Je vous demande, après en avoir délibéré, d'approuver la prise en charge de cet élève et de m'autoriser à signer la convention à intervenir en l'espèce.

e) – Dossier n° 5

Par courrier reçu le 13 juillet 2005, une personne demeurant à Montpezat de Quercy, sollicite une prise en charge des frais de transport de son fils, scolarisé en qualité de demi-pensionnaire au collège Pierre Darasse de Caussade.

Corentin n'est pas en mesure d'emprunter les transports en commun et son taux d'incapacité a été fixé à 80 % par la Commission Départementale de l'Education Spéciale.

Son acheminement quotidien sera assuré au moyen du véhicule familial spécifiquement adapté.

Dès lors, le montant de la dépense pour l'année scolaire 2005-2006, et ce, à compter de la prochaine rentrée scolaire, peut être évalué à la somme de **1 404 €** en tenant compte de la puissance du véhicule utilisé et du kilométrage parcouru. Il sera réparti sur les exercices 2005-2006 comme suit :

- exercice 2005 : 541 euros
- exercice 2006 : 863 euros

La Commission Transports en date du 22 juillet 2005 a émis un avis favorable sur ce dossier.

Je vous demande, après en avoir délibéré, d'approuver la prise en charge de cet élève et de m'autoriser à signer la convention à intervenir en l'espèce.

5 Demandes d'inscription au réseau scolaire - dérogations

Les quatre demandes d'inscription au réseau scolaire concernent des élèves scolarisés dans un établissement qui n'est pas le plus proche de leur domicile et ont déjà fait l'objet d'un rejet par le service instructeur. Toutefois les familles ont présenté un recours à cette notification.

Je vous demande de délibérer ces dossiers après en avoir délibéré.

INCIDENCE FINANCIERE PREVISIONNELLE CONNUE

Fonctionnement (incidence financière annuelle)

Services spéciaux et lignes régulières

Dépense à imputer à :

Article 62451 – S/Fonction 81 + 46 961,24 €

Article 62452 – S/Fonction 81 - 37 342,10 €

Enfants et étudiants handicapés

Dépense à imputer à :

Article 624510 - S/ Fonction 81 + 20 955,00 €

Total dépenses de fonctionnement : + 30 574,14 €

Investissement :

Acquisition et implantation d'abrisécu + 10 000 €

Dépense prévisible à imputer à :

Article 21318 – S/Fonction 81

Travaux et signalisation pour la sécurisation des arrêts
et déplacement d'abribus

+ 11 400 €

Dépense prévisible à imputer à :

Article 231513 – S/Fonction 621

Total dépenses d'investissement : + 21 400 €

TOTAL GENERAL SERVICE TRANSPORTS 51 974,14 €TTC

—

**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de la COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 29 août 2005

CP 05/08-30

TRANSPORTS SCOLAIRES

—

**DECISION de la COMMISSION
PERMANENTE**

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la délibération du Conseil général du 1^{er} avril 2004 portant
délégation d'attributions à la Commission permanente,

Vu l'avis de la commission des Transports des 22 juillet et 8 août
2005,

Après en avoir délibéré,

LA COMMISSION PERMANENTE :

I – APPELS D’OFFRES

1 - Remise en concurrence de 26 services à titre principal scolaire et de
2 services réguliers ordinaires

– Autorise Monsieur le Président, suite à la décision de la commission
d'appel d'offres, réunie les 18 juillet et 8 août 2005 à signer avec les
entreprises suivantes, au nom et pour le compte du département, les
marchés correspondants aux attributions des 26 services à titre principal
scolaire et des 2 services réguliers ordinaires :

- 1 - entreprise Soubie
- 2 - entreprise Tourné Tourisme
- 3 - entreprise Translomagne

2 – Mise en concurrence pour la création d'un nouveau service à titre principal scolaire n° 08-15 « Ginals-Varen »

- Décide, suite à l'avis favorable de la commission d'appel d'offres réunie le 18 juillet 2005, d'attribuer le service n° 08-15 « Ginals-Varen » à l'entreprise Blatger, avis entériné par la Commission des Transports du 22 juillet 2005 ;
- Autorise Monsieur le Président à signer, au nom et pour le compte du département, le marché correspondant.

3. Appel d'offres relatif à la mise en concurrence de 5 services à destination de l'école de Parisot

- Prend acte que la commission d'appel d'offres, réunie le 8 août 2005 à 9 h, a procédé à l'attribution des services susvisés, décision dont la Commission des Transports a pris connaissance le même jour à 14 H 00 ;
- Autorise Monsieur le Président, à signer, au nom et pour le compte du Département, les marchés correspondants.

II - CREATIONS, SUPPRESSIONS, MODIFICATIONS OU RESTRUCTURATIONS DE SERVICES DE TRANSPORTS SCOLAIRES

1 - Modification du service à titre principal scolaire n° 01.09 « Faudoas-Le Cause » exploité par l'entreprise Baqué

- Approuve la modification du service de transport n° 01.09 et autorise Monsieur le Président à signer l'avenant au marché à intervenir en l'espèce ;

2 - Demande de modification du service n° 05.19 « Tréjouis-Sauveterre » exploité par l'entreprise Translomagne

- Approuve la modification du service de transport n° 05.19 et autorise Monsieur le Président à signer l'avenant au marché n° 2004.1 à intervenir en l'espèce ;

3 - Restructuration du service à titre principal scolaire n° 06.01 A « Lafrançaise-Ecole de Lafrançaise » exploité par la société Tissendié

- Approuve la restructuration du service n° 06-01 A et autorise Monsieur le Président à signer l'avenant au marché n° 2004-9 à intervenir en l'espèce ;

- 4 - Modification du service à titre principal scolaire n° 06.04 « Moissac-Moissac (Ecole de La Mégère) » exploité par l'entreprise Transports du Midi
 - Approuve la modification du service n° 06-04 et de autorise Monsieur le Président à signer l'avenant au marché n° 2004-27 à intervenir en l'espèce.

- 5 - Demande de modification du service à titre principal scolaire n° 06-20B « Montesquieu-Ecole de Montesquieu » exploité par l'entreprise Gerla
 - Approuve la modification du service de transport n° 06.20 B et autorise Monsieur le Président à signer l'avenant au marché n° 2001-6 à intervenir en l'espèce ;

- 6 - Modification du service à titre principal scolaire n° 06.20 C « Montesquieu-Ecole de Montesquieu » exploité par l'entreprise Gerla
 - Approuve la restructuration du service n° 06-20 C et autorise Monsieur le Président à signer l'avenant au marché n° 2001-6 à intervenir en l'espèce ;

- 7 - Demande de modification du service à titre principal scolaire n°06.20 F « Montesquieu-Montesquieu rabatement pour Moissac » exploité par l'entreprise Gerla
 - Approuve la modification du service de transport n° 06.20 F et autorise Monsieur le Président à signer l'avenant au marché n° 2001.6 à intervenir en l'espèce ;

- 8 - Demande de modification du service n° 08.04 « Caylus-Ecole de Caylus » exploité par l'entreprise Blatger
 - Approuve la modification du service de transport n° 08.04 et autorise Monsieur le Président à signer l'avenant au marché n° 2002.4 à intervenir en l'espèce ;

- 9 - Restructuration du service à titre principal scolaire n° 09.01 « Gramont-Marsac » exploité par la régie de Marsac
 - Approuve la restructuration du service n° 09-01 et autorise Monsieur le Président à signer l'avenant au marché n° 2001-15 à intervenir en l'espèce ;

10 - Demande de modification du service à titre principal scolaire n° 09.25 « Saint-Clair-Valence-d’Agen » exploité par l’entreprise Translomagne

- Approuve la modification du service de transport n° 09-25 et autorise Monsieur le Président à signer l’avenant au marché à intervenir en l’espèce ;

11 - Transformation du service régulier ordinaire n° 110.04 « Varennes-Labastide-St-Pierre » en service à titre principal scolaire n° 10.14 « Varennes-Labastide-St-Pierre » et restructuration du service n° 10.12 « Corbarieu-Labastide-St-Pierre »

- Approuve la transformation de la ligne 110.04 en circuit scolaire 10.14 ainsi que la restructuration du service 10.12 aux conditions techniques et financières proposées et autorise Monsieur le Président à signer les avenants aux marchés à intervenir en l’espèce ;

12 - Demande de modification du service à titre principal scolaire n° 12.08 « Puylaroque-Caussade » exploité par l’entreprise Voyages du Bas Quercy

- Approuve la modification du service de transport n° 12-08 définie ci-après et autorise Monsieur le Président à signer l’avenant au marché n° 2004.18 à intervenir en l’espèce :

- nouvelle définition : « Mouillac-Caussade » desservant les communes de Puylaroque, St Georges, Cayriech et Lapenche.

13 - Restructuration des services à titre principal scolaire n°13.01 « Orgueil-Fronton » exploité par l’entreprise Jardel et n°13.03 « St-Rustice-Fronton » exploité par la société Barrière

- Décide de restructurer comme suit les services n° 13.01 et 13.03 :

1°) Le service n° 13.01 :

Définition actuelle : Orgueil-Fronton

Commune desservie : Nohic

Distance kilométrique : 12,5 km

Durée : 20 minutes

Coût forfaitaire journalier : 77 €TTC

Définition prévisionnelle : Fabas-Fronton

Communes prévisionnellement desservies : Campsas – Orgueil – Nohic

Distance kilométrique prévisionnelle : 25 km

Durée prévisionnelle : 35 minutes

Coût forfaitaire journalier prévisionnel : 89,50 €TTC.

2°) Le service n° 13.03 :

Définition actuelle : St-Rustice-Fronton

Commune desservie : Pompignan - Grisolles

Distance kilométrique : 16,5 km

Durée : 30 minutes

Coût forfaitaire journalier : 78 €TTC

Définition prévisionnelle : St-Rustice-Fronton

Communes prévisionnellement desservies : Pompignan – Canals - Grisolles

Distance kilométrique prévisionnelle : 23 km

Durée prévisionnelle : 40 minutes

Coût forfaitaire journalier prévisionnel : 84,50 €TTC.

- Approuve la restructuration des services de transport n° 13-01, 13-03 et autorise Monsieur le Président à signer les avenants aux marchés n° 2004.6 et 2004.2 à intervenir en l'espèce ;

III - SECURISATION DU RESEAU DEPARTEMENTAL DE TRANSPORT - ANNEE 2005 – 5^{ème} TRANCHE

1 - Sécurisation de l'arrêt situé sur la commune de Montesquieu

Cet arrêt concerne le cheminement des services réguliers ordinaires n° 102.03 « Lauzerte-Castelsarrasin », n° 106.03 « Lauzerte-Moissac » et celui du service à titre principal scolaire n° 05.25 « Moissac-Lauzerte ».

- Approuve l'achèvement de l'opération de sécurisation du réseau départemental des transports sur la commune de Montesquieu (village) aux conditions techniques et financières proposées.

2 - Sécurisation de l'arrêt sis au lieu-dit « Les Places » sur la RD 926 sur la commune de Lavaurette

- Approuve la finalisation de l'opération de sécurisation du réseau départemental des transports au lieu-dit « Les Places » commune de Lavaurette aux conditions techniques et financières proposées.

3 - Sécurisation de l'arrêt situé sur la commune d'Aucamville

- Approuve l'opération de sécurisation du réseau départemental des transports sur la commune d'Aucamville (village) aux conditions techniques et financières proposées, à savoir :
 - implantation d'une signalisation horizontale (zébra) ;
 - implantation d'une signalisation verticale (panneau tryptique C6) ;
 - acquisition et implantation d'un abribus urbain.

4 - Sécurisation des arrêts du village de Dunes

a) - arrêt de la Place du Foirail :

b) - arrêt souhaité sur la RD 30 entre Sistels et Dunes (concernant notamment le service n° 109.09 « Sistels-Valence-D'Agen)

c) - arrêt souhaité sur la RD 30 dit « du Complexe Pôle Sud-Ouest » » à la sortie de Dunes en direction de Donzac (concernant les services 102.01 « Dunes-Castelsarrasin ; 106.01 « Dunes-Moissac » et 109.09 « Sistels-Valence-D'Agen)

d) - arrêt souhaité pour le lotissement «Occitan» sur la RD 48

- Approuve la sécurisation du réseau départemental sur les deux points suivants :
 - place du Foirail
 - lotissement Occitan
- Rejette les demandes de sécurisation des deux points ci-après :
 - RD 30 entre Sistels et Dunes
 - RD 30 « Complexe Pôle Sud Ouest »

5. Sécurisation du carrefour des RD 66 et RD 91 dans le village de St-Etienne-de-Tulmont

- Rejette la demande de sécurisation du réseau départemental des transports sur la commune de St-Etienne-de-Tulmont, carrefour des RD 66 et RD 91 lieu-dit « l'Arbre Mort ».

IV - QUESTIONS DIVERSES

1. Changement de directrice à la Régie de Marsac

- prend acte du remplacement de la Directrice de la Régie communale de transports par la personne nouvellement nommée.
- Approuve ce changement autorise Monsieur le Président à signer l'avenant au marché n° 2001.15 qui lie le Département à la Régie de transports de Marsac.

2. Modification des moyens mis en œuvre pour l'exploitation des services n° 01.17 « Verdun-sur-Garonne-Beaumont-de-Lomagne » et 09.30 « Montjoi-Valence-D'Agen »

- Décide d'affecter les véhicules suivants : 2072 KM 82 et 5285 KJ 82 sur les services précités compte tenu de l'âge des précédents ;
- Autorise Monsieur le Président à signer les avenants aux marchés correspondants qui lient le Département à l'entreprise Translomagne.

3. Modification dans les moyens mis en œuvre pour l'exploitation du service n° 11-18 « Montricoux-Nègrepelisse » exploité par l'entreprise Voyages du Bas Quercy

- Décide d'affecter le véhicule suivant : 4026 JY 82 sur le service précité compte tenu de l'âge du précédent ;
- Autorise Monsieur le Président à signer l'avenant au marché n° 2004-18 qui lie le Département à l'entreprise Voyages du Bas Quercy.

4. Transports d'élèves ou étudiants handicapés

Un élève, scolarisé au collège de Lafrançaise en qualité de demi-pensionnaire

- Approuve le renouvellement de la prise en charge des frais de transport d'un élève domicilié à Lauzerte, sur la base de 174 A/R pour l'année scolaire 2005-2006 pouvant être évalués à la somme de 2 590 € et se répartissant comme suit :
 - Exercice 2005 : 997€TTC
 - Exercice 2006 : 1 592€TTC

- Autorise Monsieur le Président à signer au nom et pour le compte du département la convention à intervenir en l'espèce.

Une élève scolarisée à l'école primaire d'Albias

- Approuve la prise en charge des frais de transport d'une élève domiciliée à Nègrepelisse, effectué quotidiennement par l'entreprise Breil Ambulance Taxi SARL de Nègrepelisse, moyennant le prix journalier de 22,60 € TTC.
- Précise que la dépense pour l'année scolaire 2005-2006 peut être évaluée à la somme de 3 436 €(environ 152 A/R), répartie sur les exercices 2005 et 2006 comme suit :
 - exercice 2005 : 1 379 €
 - exercice 2006 : 2 057 €
- Autorise Monsieur le Président à signer au nom et pour le compte du département la convention à intervenir en l'espèce.

Un élève scolarisé à l'école primaire Jean Moulin à Montauban

- Approuve le renouvellement de la prise en charge des frais de transport d'un élève domicilié à Montauban, effectué quotidiennement par l'entreprise Antonio Taxi sise à Saint Nauphary, moyennant le prix journalier de 29,90 €TTC.
- Précise que la dépense pour l'année scolaire 2005-2006 peut être évaluée à la somme de 4 545 €(environ 152 A/R), réparti sur les exercices 2005 et 2006 comme suit :
 - exercice 2005 : 1 824 €
 - exercice 2006 : 2 721 €
- Autorise Monsieur le Président à signer au nom et pour le compte du département la convention à intervenir en l'espèce.

Un élève scolarisé au collège Ingres à Montauban

- Approuve le renouvellement de la prise en charge des frais de transport d'un élève domicilié à Montauban, effectué quotidiennement par l'entreprise Allo Taxi sise à Labastide St Pierre, moyennant le prix journalier de 51,60 €TTC.

- Précise que la dépense pour l'année scolaire 2005-2006 peut être évaluée à la somme de 8 980 €(environ 152 A/R), répartie sur les exercices 2005 et 2006 comme suit :
 - exercice 2005 : 3 458 €
 - exercice 2006 : 5 522 €
- Autorise Monsieur le Président à signer au nom et pour le compte du département la convention à intervenir en l'espèce.

Un élève scolarisé au collège Pierre Darasse de Caussade en qualité de demi-pensionnaire

- Approuve la prise en charge des frais de transport d'un élève domicilié à Montpezat-de-Quercy, effectué quotidiennement au moyen du véhicule familial spécifiquement adapté.
- Précise que la dépense pour l'année scolaire 2005-2006, et ce, à compter de la prochaine rentrée scolaire, peut être évaluée à la somme de 1 404 €en tenant compte de la puissance du véhicule utilisé et du kilométrage parcouru. Elle sera répartie sur les exercices 2005-2006 comme suit :
 - exercice 2005 : 541 euros
 - exercice 2006 : 863 euros
- Autorise Monsieur le Président à signer au nom et pour le compte du département la convention à intervenir en l'espèce.

5 Demandes d'inscription au réseau scolaire - dérogations

- Approuve les propositions de la commission.

Adopté à l'unanimité (hors de la présence de Monsieur le Président qui n'a pas participé au vote du paragraphe "Appel d'offres").

Le Président,